

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET  
DES FINANCES**

-----

**DIRECTION NATIONALE DE LA  
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**

-----

**REPUBLIQUE DU MALI**

**Un Peuple – Un But – Une Foi**

-----OOO-----

**RAPPORT DE SUIVI DES PROJETS INSCRITS AU  
PROGRAMME ECONOMIQUE REGIONAL (PER 2)  
3<sup>ème</sup> TRIMESTRE 2015**

**Bamako, le 06 novembre 2015**

## Sommaire

INTRODUCTION .....	1
1. PRESENTATION DU COMITE NATIONAL DE SUIVI DU PER .....	1
1.1 Attributions, missions, composition et fonctionnement .....	1
1.2 Activités menées par la cellule nationale de suivi du PER .....	2
2. CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL .....	3
3. EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DES PROJETS DU PER.....	5
3.1 Description sommaire, objectifs, coût total .....	5
3.2 Exécution physique (tableau récapitulatif de l'exécution technique).....	12
3.3 Etat d'exécution financière (Tableau récapitulatif de l'exécution financière des projets en milliard de F CFA) .....	19
4. CONCLUSION .....	24
5. RECOMMANDATIONS .....	25
ANNEXE .....	27

## SIGLES ET ABREVIATIONS

AEDD	Agence pour l'Environnement et le Développement Durable
AFD	Agence Française pour le Développement
AGETIER	Agence d'Exécution des Travaux d'Infrastructures et d'Equipements ruraux
AGETIPE	Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public pour l'Emploi
APD	Avant Projet Détaillé
APS	Avant Projet Sommaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BID	Banque Islamique de Développement
BIDC	Banque d'Investissement et de Développement de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque Ouest Africaine pour le Développement
CDIG	China Dalian International Coopération (Group) Holdings Ltd
CNS-PER Mali	Cellule Nationale de Suivi du Programme Economique Régional du Mali
COM/UEMOA	Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
CPS	Cellule de Planification et de Statistique
CPS/ETC	du secteur équipement, transport et communication
CPS/ME	du secteur mine et énergie
CPS/SDR	du secteur développement rural
CPS/SEEUDE	du secteur eau, environnement, urbanisme et domaines de l'Etat
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DEPSI	Division Evaluation, Programmation et Suivi des Investissements
DFM	Directeur des Finances et du Matériel
DGDP	Direction Générale de la Dette Publique
DGMP	Direction Générale de la Dette Publique
DNE	Direction Nationale de l'Energie
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DNP	Direction Nationale de la Population
DNPD	Directeur National de la Planification du Développement
DNR	Direction Nationale des Routes
DPPS	Division Prospective et Planification Stratégique
DSP	Délégation de Services Publics
EDM sa	Energie du Mali société anonyme
F cfa	franc des Communautés Financières d'Afrique
GEF(FEM)	Fonds Mondial pour l'Environnement
Ha	Hectare
HTB	Haute Tension B (la tension excède 50 000 volts en courant alternatif ou excède 75 000 volts en courant continu)
IHPC	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
Km	Kilomètre
Km <sup>2</sup>	Kilomètre carré
kV	Kilo-volt

m	mètre
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MW	Méga-Watt
NB	Nota Bene
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
ON	Office du Niger
OVM	Organismes Vivants Modifiés
PCAE	Politique Commune d'Amélioration de l'Environnement
PCJ	Poste de Contrôle Juxtaposé
PDARN	Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord
PER	Programme Economique Régional
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PIB	Produit Intérieur Brut
PPP	Partenariat Public – Privé
PRB	Programme régional de Biosécurité
P-RM	Présidence de la République du Mali
PV	Procès Verbal
RN	Route Nationale
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
US	United States (Etats Unis)

# INTRODUCTION

Pays enclavé de l'Afrique occidentale, le Mali couvre une superficie de 1 241 238 km<sup>2</sup> pour une population estimée, en 2015, à 17 952 000 habitants (Direction Nationale de la Population DNP, perspectives de la population résidente du Mali 2010 – 2035). Il fait frontière avec sept pays : la Mauritanie, l'Algérie, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Sénégal. Le pays est composé de huit régions, un district et 703 communes.

Le Programme Economique Régional (PER) auquel le pays a souscrit, fut adopté sur la base des orientations données par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union au cours de sa session du 10 janvier 2004 à Niamey. Il s'est fixé pour ambition de donner un nouvel élan aux économies de l'Union, afin de créer les conditions permettant d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement en 2015.

Le PER compte cinq (05) axes stratégiques, à savoir :

- Axe 1 : consolider la bonne gouvernance et approfondir l'intégration économique ;
- Axe 2 : développer les infrastructures économiques ;
- Axe 3 : construire un appareil productif intégré ;
- Axe 4 : développer les ressources humaines ;
- Axe 5 : mettre en place un partenariat pour la mobilisation des ressources et le suivi-évaluation.

Sa première phase de mise en œuvre a couvert la période allant de 2006 à 2010 avec une extension sur l'année 2011 (phase de transition) et la deuxième phase de 2012 à 2016.

Le Mali bénéficie de douze (12) projets dont huit (8) du canal national et quatre (04) du canal régional sur la deuxième phase du programme.

Le présent rapport dresse le bilan consolidé de ces projets au 30 septembre 2015.

## 1. PRESENTATION DU COMITE NATIONAL DE SUIVI DU PER

### *1.1 Attributions, missions, composition et fonctionnement*

Conformément aux dispositions de la Décision n°004/ 2010/ COM/UEMOA du 3 juin 2010 portant création des CNS-PER pays, la CNS-PER Mali a pour missions :

- d'assurer le suivi régulier de l'exécution des projets du PER au plan national ;
- d'informer et de sensibiliser les administrations nationales sur le PER ;
- de favoriser les concertations pour la définition des priorités nationales et l'identification de nouveaux projets à prendre en compte dans le cadre de l'actualisation du PER et ;
- de veiller à assurer la mise en cohérence du PER avec les programmes d'investissements publics nationaux ou tout autre document d'orientation stratégique.

Elle est chargée spécifiquement :

- de collecter et traiter les informations sur l'état d'avancement technique et financier des projets nationaux du PER ;
- de tenir à jour le portefeuille des projets nationaux inscrits ou susceptibles d'être inscrits au PER ;
- de fournir à la Commission de l'UEMOA l'information relative à la mise en œuvre du PER et à l'état de mobilisation des financements ;
- d'assurer la veille dans la mise en œuvre des projets nationaux du PER ;
- de produire et de transmettre à la Commission de l'UEMOA un rapport trimestriel d'exécution des projets nationaux du PER.

La CNS-PER MALI est composée comme suit :

- un Président, le Directeur National de la Planification du Développement ;
- un Secrétaire Permanent (Non formellement encore désigné) ;
- un représentant de la Division Evaluation, Programmation et Suivi des Investissements (DEPSI/DNPD) ;
- deux Points focaux (Direction Nationale des Routes, Direction Nationale de l'Energie) et trois (Direction Nationale de l'Hydraulique, Cadre de Biosécurité et Projet Office du Niger) respectivement pour les projets du canal national et ceux du canal régional.

A cet effectif le Mali a adjoint :

- un représentant du Ministère en Charge des Finances (Direction Générale de la Dette Publique) qui assure la Vice- présidence ;
- un représentant par Cellule de Planification et de Statistique (CPS) abritant au moins un projet PER et ;
- un représentant des structures d'appui à la mise en œuvre de la politique sectorielle sous-tendant les projets PER.

La CNS PER- Mali se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation de son Président en session ordinaire.

Dans le cadre du suivi des projets inscrits au titre du PER, la Commission de l'UEMOA octroie à chaque Cellule Nationale de Suivi PER pays une subvention annuelle de vingt cinq millions (25 000 000 F CFA). Le Président de la CNS- PER et le Directeur des Finances et du Matériel (DFM) du Département en charge de la planification en assurent la gestion.

### ***1.2 Activités menées par la cellule nationale de suivi du PER***

Courant deuxième trimestre 2015, la CNS-PER a mené les activités ci-après :

Atelier / Campagne de sensibilisation sur le PER (10-11 août 2015) ;

Mission de suivi physique des projets du PER à Sikasso (14-18 septembre 2015) et à Kayes et Koulikoro (14-17 septembre 2015).

## **2. CONTEXTE ECONOMIQUE NATIONAL**

Au Mali, l'année 2014 a été marquée par la poursuite du processus de négociation et de réconciliation nationale avec la tenue des pourparlers inter maliens d'Alger qui devraient aboutir à la signature d'un accord de paix entre le Gouvernement du Mali et les groupes armés du Nord. Elle a été aussi marquée par la reprise de la coopération avec les Partenaires Techniques et Financiers après la suspension pendant six mois des appuis budgétaires, les contraintes de l'épidémie à virus EBOLA et la préparation du document de la Stratégie Commune d'Accompagnement Pays (SCAP II) 2015-2018.

Au plan international, il a été noté une stabilisation de l'activité économique mondiale. Le taux de croissance du PIB mondial s'est situé au même niveau en 2013 et 2014, soit 3,3%<sup>1</sup> en 2012.

Au plan national, l'environnement économique a été marqué par une amélioration de l'activité économique. Le taux de croissance économique est ressorti à 7,2% en 2014 contre 1,7% en 2013. Cette hausse est imputable principalement aux secteurs primaire (10,4%) et secondaire (9,1%). Le niveau des prix a été maîtrisé avec un taux d'inflation de 0,9% en 2014 contre -0,6% en 2013. Ce niveau respecte la norme communautaire de l'UEMOA (3,0% maximum).

Dans le domaine des finances publiques, les recettes et dons ont atteint 1213,6 milliards de FCFA en 2014 contre 1137,2 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 6,7%. Cette hausse est en lien avec la reprise de l'activité économique et l'aide publique au développement. Le niveau de la pression fiscale s'est situé à 15,0% en 2014 contre 14,7% en 2013. Ce niveau reste toujours inférieur à la norme communautaire de 17% minimum. Les dons se sont situés à 157,5 milliards de FCFA en 2014 contre 186,0 milliards de FCFA en 2013, soit une baisse de 15,3%, en rapport avec la suspension pendant six mois de l'appui budgétaire. S'agissant des dépenses totales et des prêts nets, ils ont été exécutés en 2014 à hauteur de 1419,9 milliards de FCFA contre 1292,4 milliards de FCFA en 2013, soit une hausse de 9,9%.

Le solde budgétaire de base s'est amélioré en s'affichant à -55,0 milliards de FCFA en 2014 contre -160,4 milliards de FCFA en 2013. En pourcentage du PIB, il a été de 2,5% en 2014 contre -2,9% en 2013. Le financement global destiné à couvrir le déficit base caisse de l'Etat, a été de 211,8 milliards de FCFA en 2014 contre 157,2 milliards de FCFA en 2013. Ce financement est structuré en grande partie de ressources intérieures à hauteur de 139,4 milliards de FCFA et de ressources extérieures pour 72,4 milliards de FCFA en 2014 contre respectivement 53,4 et 103,8 milliards de FCFA en 2013.

Au 31 décembre 2014, l'encours de la dette publique à moyen et long termes est estimé à 1930,0 milliards de FCFA contre 1698,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2013. Il comprend la dette intérieure pour 445,4 milliards de FCFA soit 23,1% du total et la dette extérieure pour un montant de 1 484,6 milliards de FCFA soit 76,9% de l'encours total.

---

<sup>1</sup> FMI, Perspectives Economiques Mondiale, Edition janvier 2015

Compte tenu de toutes ces évolutions, le solde global de la balance des paiements est ressorti à -134,8 milliards en 2014, après 64,1 milliard en 2013.

En ce qui concerne les comptes extérieurs, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire à -134,8 milliards de FCFA en 2014 contre 64,1 milliards en 2013, en rapport avec la détérioration du solde des transactions courantes. La situation monétaire a été marquée par une contraction des avoirs extérieurs nets (-17,9%), une progression du crédit intérieur (+21,7%) et un raffermissement de la masse monétaire (+7,1%).

S'agissant de la situation sociale, il a été constaté une amélioration de la plupart des indicateurs sociaux. Cette amélioration est en rapport avec les efforts déployés par les Autorités pour améliorer le bien-être des populations.

En matière d'Education, il a été constaté une détérioration de la plupart des indicateurs. Le taux brut de scolarisation (TBS) au 1er cycle s'est établi à 69,3% en 2014 (dont 63,8% pour les filles) contre 79,7% en 2013 (dont 73,2% pour les filles). Quant au taux d'admission au 1er cycle, il s'est situé à 59,8% en 2014 contre 65,0% en 2013. Le taux d'achèvement au premier cycle est ressorti à 47,7% en 2014 contre 56,1% en 2013.

Dans le domaine de la santé, le taux de consultation prénatale est passé de 68% en 2012 à 72% en 2013 et 76,0% en 2014. Le taux d'accouchement assisté s'est établi à 58,0% en 2014 contre 55,0% en 2013. Le nombre de CSCOM fonctionnel s'est situé à 1207 en 2014 contre 1169 en 2013, soit une hausse de 3,2%.

Dans le domaine de l'Eau, le taux national d'accès à l'eau potable est ressorti 63,8% en 2014 contre 63,6% en 2013. Ce taux est de 61,8% en milieu rural et 68,7% en milieu urbain et semi urbain contre respectivement 61,3% en milieu rural et 69,2% en milieu urbain et semi urbain en 2013.

En perspectives, le taux de croissance du PIB réel ressortirait à 5,0% en 2015, sous l'effet de l'orientation favorable de la production agricole, de l'essor de la production des bâtiments et travaux publics, du regain de l'activité du commerce et des transports et télécommunications.

### 3. EXECUTION PHYSIQUE ET FINANCIERE DES PROJETS DU PER

#### 3.1 Description sommaire, objectifs, coût total

##### Projets du canal national

##### Intitule du projet : Interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire et du Mali

<b>Description sommaire du projet :</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
-Construction d'une ligne liaison 225 kV de Ferkessédougou (Côte d'Ivoire) et Ségou passant par Sikasso et Koutiala et longue de 540 km ; -extension des postes HTB de Ferkessédougou et de Ségou ; -construction de nouveaux postes 225/33/15 kV à Sikasso et Koutiala ; importation d'une puissance de 80 MW dans les 5 premières années de la mise en service et augmentation de la puissance à hauteur de 200 MW, renforçant du coup la sécurité et la stabilité du système d'approvisionnement en énergie électrique du Mali.	Contribuer à la mise en commun des ressources et à l'édification d'un marché de l'électricité des Etats membres de l'UEMOA.	80,86

##### Intitule du projet : Interconnexion des réseaux électriques Ghana- Burkina Faso- Mali

<b>Description sommaire du projet :</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en Milliard F CFA)</b>
-Relier le réseau électrique du Ghana à celui du Mali en passant par le Burkina Faso ; -la construction de 4 nouveaux postes dont deux (02) au Mali (à Bougouni et à Sanankoroba) ;  -Le tronçon malien sera construit entre le poste de 225 kV de Sikasso et celui de Kodialani à Bamako (liaison Sikasso-Bougouni-Sanankoroba-Kodialani).	Contribuer à la mise en commun des ressources et à l'édification d'un marché de l'électricité des Etats membres de l'UEMOA.	102,33

*Intitule du projet : Travaux de bitumage de la route Zantiébougou- Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire, longue de 150 km environ (Tronçon malien de la CU21 : Boundiali-Tengrela-Zantiebougou-Kolondiéba) : CU 21.*

<b>Description sommaire du projet :</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
<p>-construction et bitumage de la route Zantiébougou-Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire (Kadiana) un des principaux axes de pénétration dans la partie sud de la région de Sikasso et vers la frontière Côte d'Ivoire.</p> <p>Le tronçon est une section de la route nationale 30 (RN30 : Koulikoro-Fana-Dioïla-Massigui-Kolondiéba-Kadiana-Frontière Côte d'Ivoire). Elle relie Zantiébougou dans le cercle de Bougouni au village de Kakoli à la frontière entre le Mali et la Côte d'Ivoire.</p> <p>La route est longue de 150 km (y compris l'aménagement de voiries dans les localités importantes traversées) et le tracé se débranche de la RN7 à 25 km après Bougouni au niveau de la localité de Zantiébougou.</p>	<p>Amélioration de la fluidité du trafic international et urbain par l'augmentation de la capacité des voies à travers un aménagement adéquat qui prend en compte les modes essentiels de transports</p>	<p>68,26</p>

*Intitule du projet : Projet d'aménagement en 2x2 voies de la route Sikasso-Zégoua, longue de 95 km environ : CU7a.*

<b>Description sommaire du projet :</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
<p>-Dernier maillon national de l'Autoroute régionale de l'Afrique de l'Ouest reliant le Port d'Abidjan à la capitale malienne Bamako</p> <p>-Axe de connexion vital pour le sud du Mali - joue un rôle économique important dans la zone.</p> <p>-La route existante a été réalisée entre 2002 et 2004 à (7) m de largeur pour une circulation à double sens et elle est longue de 95 km.</p> <p>-consiste à la réalisation d'une infrastructure routière de forte capacité (dédoublément de la liaison existante en 2x2 voies).</p>	<p>Amélioration de la fluidité du trafic international et urbain par l'augmentation de la capacité des voies à travers un aménagement adéquat qui prend en compte les modes essentiels de transports</p>	<p>190</p>

**Intitule du projet : Travaux de bitumage de la route Bougouni-Manankoro-Frontière Côte d'Ivoire, longue de 130 km environ: CU 6a**

<b>Description sommaire du projet :</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
<p>Tronçon de la route communautaire CU6A relie le Mali à la Côte d'Ivoire par le Sud – Ouest sur une longueur de 123 Km.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traverse l'une des régions les plus productives du Mali en agriculture et en élevage ;</li> <li>Dans le cadre du Projet d'agrandissement du Port de San Pedro, intéresse 4 pays le Mali, la Guinée, le Liberia et la Côte d'Ivoire ;</li> <li>- inscrit comme prioritaire dans le NEPAD.</li> </ul>	<p>Amélioration de la fluidité du trafic international et urbain par l'augmentation de la capacité des voies à travers un aménagement adéquat qui prend en compte les modes essentiels de transports</p>	<p>22,5</p> <p>Actualisé à</p> <p>33</p>

**Intitule du projet : Projet de réhabilitation de la route Douentza-Hombori-Gao, longue de 383 km : CU5.**

<b>Description sommaire du projet :</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
<p>-Section de la route communautaire CU 5 : Frontière Guinée-Bamako-Ségou-Mopti-Gao-Tillabéry-Niamey. -- construite et bitumée elle a bénéficié d'entretiens périodiques partiels jusqu'en 2001 dans le cadre de la coopération Allemande.</p> <p>-Depuis 2001, la route n'a fait l'objet que d'entretien courant consistant essentiellement au bouchage de nids de poule et d'autres tâches légères d'entretien. D'autre part le trafic a connu une croissance exponentielle avec la construction du pont sur le fleuve Niger à Gao et le bitumage de la section Gao-Ansongo-Niamey.</p>	<p>Amélioration de la fluidité du trafic international et urbain par l'augmentation de la capacité des voies à travers un aménagement adéquat qui prend en compte les modes essentiels de transports</p>	<p>65</p>

**Intitule du projet : Travaux de reconstruction et de bitumage du tronçon Sandaré-Nioro, longue de 103 Km : CU4.**

<b>Description sommaire du projet :</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
<p>-construire une nouvelle route avec les standards admis pour les routes communautaires (UEMOA) ;</p> <p>-raccordée à la route Nationale N°3 (Diema –Gogui) une bretelle, exécutée lors de la construction de celle-ci pour desservir Nioro.</p> <p>-L'état de dégradation très avancé de la route rend les entités administratives de la zone difficilement accessible et au-delà, ne permet d'assurer la fluidité du trafic sur le corridor de bout en bout.</p>	<p>Amélioration de la fluidité du trafic international et urbain par l'augmentation de la capacité des voies à travers un aménagement adéquat qui prend en compte les modes essentiels de transports</p>	<p>30, 803 Actualisé à 39 milliards en 2015</p>

**Intitule du projet : Projet de reconstruction et de bitumage Kayes - Aourou - Nagara Frontière Mauritanie, long de 160 km environ**

<b>Description sommaire du projet :</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
<p>- les gouvernements des pays membres de l'UEMOA ont obtenu un financement du Fonds Koweïtien de développement pour la réalisation des études d'Avant projet Sommaire (APS), socio environnementales et d'avant projet détaillé (APD), avec production de dossier d'appel d'offres DAO;</p> <p>-L'étude porte sur les tronçons de routes Kayes – Aourou – Nagara – frontière Mauritanienne vers Kiffa sur une longueur d'environ 160 km au Mali : Ces tronçons sont des pistes saisonnières qui se trouvent dans un état naturel précaire.</p> <p>-Le projet s'inscrit dans le cadre de l'intégration du réseau de communication en Afrique et dans les sous régions et recherche à faciliter le développement des échanges entre les deux pays en permettant le désenclavement et la mise en valeur des vastes zones et des énormes potentialités non encore exploitées.</p>	<p>Amélioration de la fluidité du trafic international et urbain par l'augmentation de la capacité des voies à travers un aménagement adéquat qui prend en compte les modes essentiels de transports</p>	<p>60  Actualisé à  67</p>

## Projet du canal régional

### Intitulé du projet : Programme régional de Biosécurité (PRB- UEMOA)

Description sommaire du projet :	Objectifs	Coût total (en milliard F CFA)
<p>La Commission de l'UEMOA a décidé dans le cadre de la consolidation de son marché commun, de mettre en place un cadre communautaire de biosécurité, conformément aux dispositions du Protocole de Cartagena dont les pays de l'espace UEMOA sont signataires.</p> <p>Ce programme vise, d'une part, à établir et mettre en œuvre un cadre communautaire opérationnel, institutionnel et juridique de biosécurité pour la réglementation des organismes vivants modifiés (OVM) et, d'autre part, à doter les États membres, de méthodologies d'évaluation et de gestion des risques liés à l'introduction des biotechnologies modernes dans l'espace UEMOA.</p>	Elaborer et mettre en œuvre un cadre juridique communautaire de biosécurité pour permettre aux états membres de l'UEMOA de faire face à leurs obligations vis à vis du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques liés aux OVMs.	0,465*

\* : Financement acquis à ce jour pour le compte du Mali.

### Intitulé du projet : Projet BID/UEMOA d'hydraulique et d'Assainissement en milieu rural dans la région de Koulikoro

Description sommaire du projet	Objectifs	Coût total (en milliard F CFA)
La zone d'intervention du projet est la Région de Koulikoro. Ce choix se justifie par le fait que dans cette Région, la plupart des cercles ont des taux d'accès inférieurs à la moyenne nationale (76,1%). Par ailleurs certains partenaires techniques et financiers ont d'importants programmes dans les autres régions à faible taux d'accès comme les Régions de Ségou et de Mopti. Pour ce qui concerne les régions du Nord, la partie malienne rappelle qu'elles seront particulièrement ciblées par le Programme de Développement Accéléré des Régions du Nord (PDARN).	Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales de la Région de Koulikoro par l'accroissement du taux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.	7,96

<b>Description sommaire du projet</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
<p>Dans le même temps, le taux d'accès à l'assainissement de base en milieu rural est estimé en 2012 à 16% pour un objectif de 20% en 2015. Il est important d'investir dans ce sous-secteur pour améliorer les conditions de vie de ces populations.</p>		

**Intitule du projet : Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-Usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA au Mali (Cercle de Kita dans la région de Kayes)**

<b>Description sommaire du projet</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
<p>Dans le cadre de la politique Commune d'Amélioration de l'environnement (PCEA), la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a initié en 2006, le Programme d'Hydraulique Villageoise afin de répondre aux préoccupations quotidiennes des populations par la mise à disposition de points d'eau pour la consommation humaine et animale.</p> <p>A l'issue de la première phase de ce programme, une étude d'évaluation a été réalisée et a recommandé la poursuite de la mise en œuvre dudit programme en prenant en compte la réalisation d'aménagements pour d'autres types d'usages.</p> <p>C'est ainsi qu'a été mis en place le Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-usages pour la réalisation de la sécurité alimentaire.</p>	<p>Contribuer de manière efficace à l'amélioration des conditions de vies des populations rurales à travers l'alimentation en eau potable des populations marginales et l'amélioration de la sécurité alimentaire.</p>	<p><b>1, 124</b></p>

*Intitule du projet : Etudes et travaux d'aménagement du casier hydraulique de Touraba d'une superficie de 2174 ha dans la zone du Kouroumari*

<b>Description sommaire du projet</b>	<b>Objectifs</b>	<b>Coût total (en milliard F CFA)</b>
<p>Le casier hydraulique de Touraba d'une superficie de 2 174 ha est l'une des deux parcelles agricoles que le Mali a attribuées sous forme de bail emphytéotique à l'UEMOA. Dans le cadre de son projet régional de mise en valeur des terres à l'Office du Niger, l'UEMOA a inscrit la réalisation des études et des travaux d'aménagement dudit casier.</p> <p>Le projet de Touraba comprend les composantes suivantes : Etudes, Suivi et contrôle des travaux, Travaux d'aménagement, Travaux de réinstallation des populations affectées et Maîtrise d'ouvrage Déléguée.</p> <p>Les travaux d'aménagement portent sur la réalisation de : 18000 m canaux primaires d'irrigation dont 14800m revêtu en béton, 12700 m de canaux secondaires d'irrigation revêtus, 65000 m de canaux tertiaires d'irrigation revêtus, 8300 m de canaux primaires de drainage, 21600 m de canaux secondaires de drainage, 5000 m de canaux tertiaires de drainage, 23000 m de piste de circulation, un ensemble d'ouvrages hydrauliques de prises d'eau, de vidanges et de régulation, aménagement parcellaire d'une superficie de 2174 ha.</p> <p>Les travaux de construction des infrastructures de la réinstallation portent sur la réalisation de : 110 maisons pour la réinstallation des villages (Kouramébougou, de Koda Wéré et de Aki Wéré), une école de 6 classes + bureau magasin + 2 blocs de trois latrines, un centre de santé, une piste d'accès aux villages, 15 hangars pour marché, un parc de vaccination, 4 forages.</p>	<p>Renforcer l'intégration économique régionale et la sécurité alimentaire au sein de l'UEMOA par l'ouverture de la zone de l'Office du Niger aux ressortissants des Etats membres.</p>	<p>13,235</p>

### 3.2 Exécution physique (tableau récapitulatif de l'exécution technique).

L'exécution physique par projet se présente comme suit :

#### Projets du canal national

Intitulé du projet : Interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire et du Mali

Source de financement	Financement acquis (milliards f cfa)	Décaissement (milliards f cfa)	Taux de décaissement	Taux d'exécution physique	Observations
ETAT	1,66	0,76	45,78 %	45,78%	Appuis au fonctionnement lié aux investissements.
EDM sa	0,79	0,79	100%	100%	Financement études de faisabilité et d'impacts environnemental et social, appuis fonctionnement lié aux investissements (Missions de contrôle et de supervision).
UEMOA	1,3	0	0 %	-	Décaissement lié au remboursement des prêts (BIDC/BOAD)/ Bonification de prêts.
Exim Bank India	49,95	49,95	100%	100%	Financement d'une partie des travaux de base réceptionnés en novembre 2012.
BIDC	13,5	13,37	99,04 %	100%	Financement d'une partie des travaux de base réceptionnés en novembre 2012.
BOAD	12,5	11,90	95,20 %	100%	Financement des travaux complémentaires (terminés en décembre 2014) ; Frais Consultant.
<b>TOTAUX</b>	<b>79,703</b>	<b>76,77</b>	<b>96,32 %</b>	<b>100 %</b>	

**NB : Taux de décaissement** : Montant décaissé / montant financement acquis

**Taux d'exécution physique** : Montant travaux effectués / montant marchés de travaux.

*Intitulé du projet : Projet d'interconnexion réseaux électriques du Ghana, du Burkina Faso et du Mali*

<b>Source de financement</b>	<b>Financement acquis (milliards F CFA)</b>	<b>Décaissement (milliards F CFA)</b>	<b>Taux de décaissement</b>	<b>Taux d'exécution physique</b>	<b>Observations</b>
Etat	0	-	-	-	-1 900 millions FCFA à rechercher (prise en charge PGES)
UEMOA	0	-	-	-	-1 000 millions FCFA à rechercher (prise en charge fonctionnement organes de gestion) et bonification des prêts BOAD/BIDC.
EXIM BANK INDIA	50	0	0%	0%	- Contrat de supervision des travaux signé le 11 décembre 2014; -DAO pour le recrutement des Entreprises en cours de finalisation.
BIDC	-	-	-	-	Une requête de 50 millions de dollars US a été adressée à la BIDC qui a donné son accord de principe pour son financement.
<b>Totaux</b>	<b>50</b>	<b>-</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	Travaux non démarrés

**Travaux de bitumage de la route Zantiébougou- Kolondiéba-Frontière Côte d'Ivoire, longue de 150 km environ (Tronçon malien de la CU21 : Boundiali-Tengrela-Zantiebougou-Kolondiéba)**

Les études sont terminées (2012). Une requête a été adressée à la BAD courant 2013. Une première mission de préparation du projet par la BAD a eu lieu du 26 octobre au 05 novembre 2013. La mission de pré-évaluation environnementale et sociale du projet par la BAD, a eu lieu du 7 au 11 juillet 2014. La Mission de pré-évaluation du projet par la BAD, a été effectuée du 17 au 21 novembre 2014. Dans le cadre de cette pré-évaluation, une mission sur les questions transfrontalières de facilitation de transport sur le corridor, a été effectuée du 27 au 30 janvier 2015 auprès de la Commission de l'UEMOA. Le village de Nigouni en Côte d'Ivoire a été identifié comme site pour la construction du poste de contrôle juxtaposé (PCJ) au cours de la mission du 17 au 20 mars 2015.

La mission d'évaluation du projet est passée du 10 au 14 juillet 2015 au Mali et du 20 au 22 du même mois auprès de la Commission de l'UEMOA. Les manifestations d'intérêts pour le choix de la mission de contrôle ont été lancées le 27 août 2015. La date limite de dépôt de ces manifestations était le 18 septembre 2015. L'établissement de la liste restreinte est en cours. Le DAO (N° 1565 METD - SG du 25 août 2015) des travaux a été transmis à la BAD pour avis de non objection. Une lettre (n°1426 METD SG) a été transmise au Ministère des Domaines pour le recensement et l'indemnisation des personnes affectées par le projet, et la transmission de la preuve des indemnisations à la Banque avant le 31 mars 2016.

**Projet d'aménagement en 2x2 voies de la route Sikasso- Zégoua, longue de 95 km environ : CU7a.**

Les études sont terminées en 2012. Le projet a été soumis à la Conférence internationale des investisseurs à Dubaï en septembre 2014. Toutefois, la Société chinoise China Dalian International Coopération (Group) Holdings Ltd (CDIG) a manifesté son intérêt pour la réalisation du projet. Un mémorandum d'entente a été signé le 07 mars 2014 entre le Ministère de l'Équipement et des Transports et la Société CDIG. Dans le cadre de la préparation du projet, deux missions de ladite Société ont déjà séjourné au Mali, respectivement du 22 mai au 02 juin 2014 et du 26 août au 12 septembre 2014.

Une manifestation d'intérêt a été lancée le 20 mars 2015 par le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement pour le préfinancement des travaux.

**Projet de réhabilitation de la route Douentza-Hombori- Gao, longue de 383 km : CU5.**

Les études sont terminées en 2011. Le projet a été soumis à la Conférence internationale des investisseurs à Dubaï en septembre 2014.

**Travaux de construction et de bitumage du tronçon Sandaré-Nioro, longue de 103 Km : CU4** (une manifestation d'intérêt a été lancée le 20 mars 2015 par le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement pour le préfinancement des travaux).

**Projet de construction et de bitumage Kayes - Aourou - Nagara Frontière Mauritanie, long de 160 km environ** (une manifestation d'intérêt a été lancée le 20 mars 2015 par le Ministère de l'Équipement, des Transports et du Désenclavement pour le préfinancement des travaux). ;

**Projet de construction et de bitumage de la route Bougouni- Manankoro-Frontière Côte d'Ivoire, longue de 130 km environ : CU4.**

L'étude a été inscrite par la BAD dans le cadre du projet d'aménagement et de facilitation de transport sur le corridor Bamako-Zantiébougou-Boundiali-San Pedro lors de la mission du 27 au 30 janvier 2015.

### Projet du canal régional

*Intitulé du projet : Etudes et aménagement de 2174 ha du casier de Touraba*

<i>Source de financement</i>	<i>Financement acquis (milliards f cfa)</i>	<i>Décaissement (milliards f cfa)</i>	<i>Taux de décaissement</i>	<i>Taux d'exécution physique</i>	<i>Observations</i>
<b>ETAT</b>	-	-	-	-	-
<b>UEMOA</b>	14,021	12,249	87,33%	70%	Coût volet aménagement hydro-agricole : 13,24 milliards FCFA  Coût volet infrastructures sociales: 0,781 milliards de FCFA  Les travaux du volet infrastructures sociales sont terminés depuis juin 2015.
<b>TOTAUX</b>	14,021	12,249	87,33%	70%	

*Intitulé du projet : Projet BID/UEMOA d'Hydraulique et d'Assainissement en milieu rural dans la région de Koulikoro*

<b>Source de financement</b>	<b>Financement acquis (milliard f cfa)</b>	<b>Décaissement (milliard f cfa)</b>	<b>Taux de décaissement</b>	<b>Taux d'exécution physique</b>	<b>Observations</b>
<b>ETAT</b>	0,575	0	0%	0%	Accords du Projet signés le 26 juin 2014 à Djeddah en Arabie Saoudite.
<b>UEMOA</b>	0,036	0	0%	0%	
<b>BID</b>	7,349	0	0%	0%	<p>Les instruments de mise en vigueur ont été transmis à la BID par lettre N°0058/MEF-DGDP du 04 novembre 2014. Le mode de financement est le crédit bail. L'accord de prêt est entré en vigueur le 30 juillet 2015.</p> <p>La convention de maîtrise d'ouvrage délégué est signée entre l'AGETIER et le Ministère de l'Energie et de l'Eau et le Ministère de l'Economie et des Finances le 14 septembre 2015.</p> <p>Un Protocole d'Accord entre l'UEMOA et la république du Mali relatif au Financement et à l'exécution du Projet a été signé à Ouagadougou le 19 décembre 2014.</p> <p>La loi de ratification de l'Ordonnance N°2014-008/P-RM du 5 Septembre 2014 a été votée à l'Assemblée Nationale du Mali en janvier 2015 et promulguée.</p>
<b>TOTAUX</b>	<b>7,96</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0%</b>	

*Intitulé du projet : Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-Usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA au Mali (Cercle de Kita dans la région de Kayes)*

<b>Source de financement</b>	<b>Financement acquis (milliard f cfa)</b>	<b>Décaissement (milliard f cfa)</b>	<b>Taux de décaissement</b>	<b>Taux d'exécution physique</b>	<b>Observations</b>
<b>ETAT</b>	0	0	0		Le recrutement du maître d'œuvre social et maître d'œuvre technique est en cours.
<b>UEMOA</b>	1,124	0,337	30%	0%	Les dépouillements des dossiers de manifestation d'intérêts sont terminés et les listes restreintes pour les volets AEP et Aménagements sont constituées. Suite aux commentaires de l'UEMOA sur le rapport de dépouillement, la procédure a été relancée. Le nouveau dépouillement a eu lieu le 29 septembre 2015.
<b>TOTAUX</b>	<b>1,124</b>	<b>0,337</b>	<b>30%</b>	<b>0%</b>	

*Intitulé du projet : Programme Régional de Biosécurité UEMOA (PRB-UEMOA)*

<b>Source de financement</b>	<b>Financement acquis (Milliards FCFA)</b>	<b>Décaissement (milliards FCFA)</b>	<b>Taux de Décaissement (%)</b>	<b>Taux d'exécution physique (%)</b>	<b>Observation</b>
Etat	0,298	0,236	80,27	-	Les fonds alloués par le budget d'Etat au titre de l'exercice 2015 seront utilisés pour la relecture et l'alignement des textes législatifs et réglementaires déjà existants au Mali sur l'Avant Projet de règlement portant sur la prévention des risques biotechnologiques en Afrique de l'Ouest et également pour le renforcement des capacités des différents organes.
UEMOA	0,0445	0,01825	41,01	-	Suite à la transmission d'une première version, des observations faites par l'UEMOA ont été prises en compte lors de la finalisation.  Les TDR harmonisés finalisés courant juillet 2015 à Abidjan devraient permettre une exécution rapide de cette activité portant sur l'état des lieux sur la présence ou non des OGM en culture au Mali (en l'occurrence le coton Bt et le niébé Bt) par le laboratoire de Biosécurité demande. Le processus de commande des produits devrait ralentir la conduite de l'activité.
GEF(FEM)	0,326	0,300	92	92	Ce financement GEF(FEM) a permis au Mali de se doter d'un laboratoire de Biosécurité. Il devra assurer la réalisation de l'étude sur l'état des lieux des OGM au Mali.
TOTAL	0,6685	0,55425	95,05	-	

### 3.3 Etat d'exécution financière (Tableau récapitulatif de l'exécution financière des projets en milliard de F CFA)

#### Projet du canal national

*Intitulé du projet : Interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire et du Mali*

Sources du financement	financements acquis	financement recherché	Montants engagés	Montants disponibles
ETAT	1,66	0,00	0,76	0,90
EDM sa	0,79	0,00	0,79	0,00
UEMOA	1,30	0,00	0	1,30
Exim Bank India	49,95	0,00	49,95	0,00
BIDC	13,5	0,00	13,37	0,13
BOAD	12,5	0,00	11,19	0,6
<b>TOTAL</b>	<b>79,70</b>	<b>0,00</b>	<b>76,06</b>	<b>3,64</b>

*Intitulé du projet : Projet d'interconnexion réseaux électriques du Ghana, du Burkina et du Mali*

Sources du financement	financements acquis	financement recherché	Montants engagés	Montants disponibles
Etat	0	-	-	-
UEMOA	0	-	-	-
EXIM BANK INDIA	50		0	50
BIDC	-	25	-	-
BAD	-	25	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>-</b>	<b>50</b>

**REMARQUE** : Les projets routiers n'ont pas connus d'exécution financière.

## CONTRAINTES DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU CANAL NATIONAL

N°	Intitule du projet	Problèmes/ difficultés (y compris risques de mise en œuvre)	Causes
1	Interconnexion des réseaux électriques de la Côte d'Ivoire et du Mali	-Occupation de l'emprise du projet par les populations.	-Non dédommagement des populations affectées par le projet.
2	Interconnexion des réseaux électriques Ghana- Burkina-Mali	-	-

### Projet du canal régional

#### Etudes des travaux d'Aménagement de 2174 ha du casier de Touraba

Sources du financement	financements acquis	financement recherché	Montants engagés	Montants disponibles
ETAT	-	-	-	-
UEMOA	14,021	1,495	13,703	0,318
TOTAUX	14,021	1,495	13,703	0,318

#### Projet BID/UEMOA d'Hydraulique et d'Assainissement en milieu rural dans la Région de Koulikoro

Sources du financement	financements acquis	financement recherché	Montants engagés	Montants disponibles	Observations effectuées
ETAT	0,575	0	0	0,455	120 millions de F CFA ont été inscrits dans la loi des finances 2015
UEMOA	0,036	0	0	0,036	Les décaissements attendent la mise en vigueur du Projet
BID	7,349	0	0	7,349	Les décaissements attendent la mise en vigueur du Projet
TOTAUX	7,96	0	0	7,84	

*Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-Usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA au Mali (Cercle de Kita dans la région de Kayes)*

<b>Sources du financement</b>	<b>financements acquis</b>	<b>financement recherché</b>	<b>Montants engagés</b>	<b>Montants disponibles</b>	<b>Observations effectuées</b>
ETAT	-	-	-	-	
UEMOA	1,124	0	0,337	0,787	
<b>TOTAL</b>	<b>1,124</b>	<b>0</b>	<b>0,337</b>	<b>0,787</b>	

*Programme Régional de Biosécurité UEMOA (PRB-UEMOA)*

<b>Sources du financement</b>	<b>financements acquis</b>	<b>financement recherché</b>	<b>Montants engagés</b>	<b>Montants disponibles</b>	<b>Observations effectuées</b>
<b>Etat</b>	0,298	-	0,029	-	Les montants engagés ont contribué aux renforcements des capacités des membres des organes du Comité National de Biosécurité.
<b>UEMOA</b>	0,0445	-	0,0185	-	Les fonds de la deuxième tranche de la convention ont été mis à la disposition de l'AEDD. Un montant de sept millions (7 000 000) FCFA sera affecté au laboratoire de Biosécurité pour faire un état des lieux au Mali.
<b>GEF(FEM)</b>	0,326	-	0,300	0,026	Ce financement GEF(FEM) a permis au Mali de se doter d'un laboratoire de Biosécurité. Il devra assurer la réalisation de l'étude sur l'état des lieux des OGM au Mali.
<b>TOTAL</b>	<b>0,6685</b>	<b>-</b>	<b>0,3475</b>	<b>0,026</b>	

## CONTRAINTES DE MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU CANAL REGIONAL

N°	Intitule du projet	Problèmes/ difficultés (y compris risques de mise en œuvre)	Causes
1	Programme Régional de Biosécurité UEMOA (PRB/UEOMA)	<p>Faiblesse dans la planification et la programmation des interventions.</p> <p>Retard dans la conclusion du protocole avec MONSANTO</p> <p>Déficit de communication de la part de la coordination régionale avec le niveau national.</p>	<p>la non prévisibilité des ressources de la part de la commission de l'UEMOA ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mauvaise programmation des activités ;</li> <li>- le non respect des principes de gouvernance administrative.</li> </ul> <p>Retard de prise en charge du dossier par la Commission de l'UEMOA</p> <p>Problème de planification-programmation au niveau de la Commission de l'UEMOA</p>
2	Projet BID/UEMOA d'Hydraulique et d'Assainissement en milieu rural	-	-
3	Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-Usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA au Mali	-	-

<b>N°</b>	<b>Intitule du projet</b>	<b>Problèmes/ difficultés (y compris risques de mise en œuvre)</b>	<b>Causes</b>
4	Programme régional de mise en valeur des terres en zone Office du Niger dans le cadre de l'UEMOA :- <b>Projet d'aménagement de 2174 ha de Touraba</b>	- Retard accusé dans l'exécution des travaux.	- La défaillance de l'entreprise conduisant à la mise en régie des travaux.

## 4. CONCLUSION

### *Intitulé du projet : Interconnexion Côte d'Ivoire – Mali*

La situation de ce projet n'ayant pas connu d'évolutions notables, les conclusions du rapport du 2<sup>ème</sup> trimestre 2015 demeurent, à savoir :

- Les installations du projet sont opérationnelles depuis novembre 2012 et permettent actuellement au Mali de s'approvisionner en électricité à partir de la Côte d'Ivoire. Le projet a permis de raccorder les villes de Sikasso et de Koutiala au réseau interconnecté. Il contribue ainsi à diminuer la part de la production thermique et à améliorer la sécurité de l'approvisionnement en électricité du réseau interconnecté du pays. Les travaux complémentaires réalisés courant septembre 2014 ont permis d'augmenter la flexibilité de l'exploitation de la ligne et d'améliorer la qualité de l'énergie.
- La commission spéciale d'indemnisation a procédé à l'établissement des PV individuels d'indemnisation courant août et septembre 2014. Le rapport et les PV ont été transmis au Gouvernement par le Département en charge des Domaines de l'Etat courant décembre 2014.

### *Intitulé du projet : Interconnexion Ghana-Burkina-Mali*

Ce projet a été affecté par le retard pris dans le processus de passation de marchés et l'arrivée à échéance du permis environnemental. En décembre 2014, un Consultant a été recruté pour l'actualisation du DAO et le suivi et contrôle des travaux suivant le contrat n°0614/DGMP/DSP2014 signé le 11 décembre 2014.

La mise en vigueur du contrat du consultant a accusé du retard suite à la demande de EXIM BANK D'INDE à la partie malienne de confirmer le bouclage financier du projet. Cette confirmation a été donnée par la partie malienne courant août 2015.

A la suite des négociations entre la BIDC et le Gouvernement du Mali, celle-ci a donné son accord à travers sa résolution N° RES.7/07/15/BIDC/EBID/CA/BD/47 du 29 juillet 2015 pour la prise en charge du financement du projet à hauteur de 50 millions US.

Par ailleurs, les études complémentaires, suite au changement du tracé de la ligne sont en cours sur le tronçon Burkina Faso- Ghana.

### **Projets routiers**

Tous les projets routiers sont au stade de recherche de financement.

### *Intitulé du projet : Projet d'aménagement de 2174 ha du casier de Touraba.*

Le problème d'occupation de l'emprise des travaux a été résolu en juillet 2015 après l'effectivité du déménagement des populations affectées dans les nouvelles maisons de la réinstallation qui leurs ont été attribuées.

En fin septembre 2015, l'avancement physique des travaux était à 70% pour un délai consommé de 94%.

### ***Programme Régional de Biosécurité***

Du fait de la non prévisibilité des ressources au niveau du gestionnaire pays, la programmation des activités s'avère être une contrainte forte à l'atteinte des objectifs du programme.

Toutefois des résultats sont enregistrés dans les domaines de l'équipement du laboratoire, l'avant projet de règlement communautaire et la formation des membres du Comité national de biosécurité.

Les cibles de performance du résultat 1 (cf. annexe 1) sont nulles car les organes de fonctionnement ne sont pas encore opérationnels pour l'application de la loi et ses décrets d'application permettant de procéder à une évaluation des risques liés à l'utilisation des OGMs au Mali.

La finalisation des dossiers d'appel d'offre (l'acquisition de matériels de sonorisation, conception et diffusion de Sketchs, atelier d'information et de sensibilisation) est en cours.

Les réunions de concertation ont commencé entre le Ministère en charge de l'Environnement, celui de la Recherche Scientifique, de la Santé et du Développement Rural pour donner une nouvelle impulsion au Comité National de Biosécurité à travers la création d'une autorité nationale de Biosécurité.

### ***Programme Régional des Aménagements Hydrauliques Multi-Usages pour la Réalisation de la Sécurité Alimentaire de l'UEMOA au Mali***

Le Conseil communal de Kita-Ouest a donné son accord par délibération N°05/CRKO 2015 du 20 septembre 2015 portant adoption d'affectation d'une parcelle de 40 hectares au projet pour réaliser des aménagements.

## **5. RECOMMANDATIONS**

### ***Intitulé du projet : Interconnexion Côte d'Ivoire – Mali***

Il est urgent pour le Gouvernement du Mali de procéder au paiement des indemnités compensatoires des populations touchées sur le territoire malien par le projet.

### ***Intitulé du projet : Interconnexion Ghana- Burkina Faso – Mali***

Le Gouvernement du Mali doit :

- ✓ diligenter le processus de passation des marchés pour la réalisation de la liaison Sikasso-Bougouni-Bamako ;
- ✓ finaliser le projet d'accord de prêt avec la BIDC ;
- ✓ poursuivre la négociation avec la BAD afin de mobiliser le financement complémentaire.

***Intitulé du projet : Projets routiers***

Le Gouvernement doit poursuivre les efforts en cours dans la recherche de financement y compris dans un cadre de partenariat public – privé (PPP).

***Intitulé du projet : Projet d'aménagement de 2174 ha du casier de Touraba.***

Il est recommandé à l'UEMOA et à l'AGETIPE de prendre toutes les dispositions pour finir le restant des travaux d'aménagement du casier de Touraba dans le délai requis.

***Programme Régional de Biosécurité (PRB-UEMOA).***

A la Commission de l'UEMOA de procéder à l'allègement des procédures afin de faciliter l'exécution des marchés.

## ANNEXES

### ANNEXE 1. IMPACT DU PORTE FEUILLE DES PROJETS

#### PROGRAMME REGIONAL DE BIOSECURITE

**Tableau n°21 : Niveau de réalisation des indicateurs du cadre de mesure de la performance du projet Biosécurité**

Résultats	Indicateurs (nom et définition)	Sources et modes de calcul	Réf	Cibles de performance					
			20014	2015	2016	2017	2018	2019	
R1 : Des méthodes communes d'évaluation scientifique et de gestion des risques biotechnologiques sont développées et mises en œuvre	Nombre d'évaluation conformément au manuel régional des procédures et approches	Inventaire de superficie de champs contrôlés, inventaire de produits OGM importés pour la commercialisation, inventaire de PGES mise en œuvre sur la biotechnologie	0	-	-	-	-	-	L'étude des demandes d'autorisation n'a pas commencée encore au Mali
R2 : Des laboratoires nationaux sont identifiés, leurs capacités sont renforcées ; ils sont mis en réseaux avec le laboratoire de référence à vocation régionale	-Nombre de laboratoires nationaux équipés, et mis en réseau avec le laboratoire de référence à vocation régionale.	-Inventaire des pays ayant bénéficié d'un laboratoire équipé.							01 Laboratoire de Biosécurité a été équipé au Mali  Le réseautage est programmé n'a pas eu lieu

	-Taux d'équipement reçu par le laboratoire national de biosécurité.	-Lot d'équipement reçu / Lot d'équipement total.				33,33%	66,66%	100%  Tous les équipements au Mali ont été installés et testés
R3 : Un cadre institutionnel juridique et communautaire est établi et permet l'application de procédures communes d'importation, de production et de commercialisation des OGMs dans l'espace UEMOA (niveau mali).	Le draft du Cadre juridique Communautaire de Biosécurité a été validé par les Experts et son adoption est programmé courant 2015 par les Ministres sectoriels	Les différents pays de l'espace ont obligation de réviser leur législation conformément au contenu du draft du Cadre Juridique Communautaire de Biosécurité	-	x	x	-	-	-
R4 : Les compétences institutionnelles pour exécuter le CRB au niveau national sont renforcées.	Nombre de structures participant à l'exécution du CRB ayant bénéficiés de renforcement de capacité  (Nombre de membres des organes du CNB et des Commissions Spécialisées formés)	Inventaire des structures concernées  (Cumul effectif de formés)	250	-	-	-	-	Les activités de renforcement des compétences vont se poursuivre en 2015 (la formation des responsables de labo, des techniciens de labo et des membres des organes de

								Biosécurité durant le 3 <sup>ème</sup> trimestre de 2015)
R5 : Le public est informé, sensibilisé et consulté dans le processus de prise de décision par rapport à l'utilisation des OGMs.	-Nombre de réunion ou de campagne d'information, de sensibilisation ou de consultation.	Inventaire des réunions et des campagnes.  (Cumul du nombre de sessions prévus)	20	-	-	-	-	Les activités d'information, de sensibilisation et de consultation du public vont se poursuivre en 2015
R6 : Un cadre régional de biosécurité (CRB) opérationnel pour l'espace UEMOA comprenant un observatoire régional de biosécurité et des laboratoires nationaux de biosécurité mis en réseau	-Nombre de rapport d'activités produit par l'Observatoire	-Inventaire des rapports d'activités.						L'adoption par les Experts nationaux est programmée pour en juillet 2015 à Abidjan (RCI)
R7 : les compétences nationales sur les négociations de droits de propriété intellectuelle (DPI) associés aux cultures transgéniques sont renforcées	-Nombre d'ateliers organisés. (Cumul du nombre d'ateliers organisé)	-Inventaire des rapports d'ateliers.					-	Les activités de renforcement des compétences vont se poursuivre en 2015

**PGES** : Plan de Gestion Environnementale et Sociale

NB : R1 : L'adoption de l'avant projet de règlement portant sur la prévention des risques Biotechnologiques en Afrique de l'Ouest est prévue du 27 au 29 juillet 2015 à Abidjan (Côte d'Ivoire). Il est donné un délai de 02 ans à tous les pays de l'espace pour aligner ou procéder à une relecture des textes législatifs et réglementaires en vue d'une harmonisation n des textes au sein de l'espace pour faciliter la libre circulation des OGM dans l'espace UEMOA, CILSS et CEDEAO.

Les cibles de performance sont nulles car les organes de fonctionnement ne sont pas encore opérationnels pour l'application de la loi et ses décrets d'application permettant de procéder à une évaluation des risques liés à l'utilisation des OGMs au Mali.

R2 : Le Mali dispose actuellement d'un laboratoire national de biosécurité. Le réseautage programmé pour le 4<sup>ème</sup> trimestre de 2015 n'a pas pu se faire;

R3 : Le draft du projet de Cadre Juridique Communautaire a été validé par les Experts Nationaux et son adoption par les Ministres Sectoriels est programmé pour 2015 ;

R4 : les membres du CNB (30 personnes) ont été formés en 2008 sur les procédures d'évaluation et de gestions des risques liés aux OGM ; les membres des trois commissions Spécialisées soient 60 personnes ont été formées en 2009 sur les Méthodes de détection/identification des OGM ; en 2010, 20 personnes ont bénéficié d'une formation sur le Protocole Nagoya kuala-lumpur et le droit de propriété intellectuelle ; en 2011, 20 personnes ont été formés sur la réglementation, la documentation, le contrôle et l'inspection en matière de biosécurité ; en 2012, 20 personnes ont été formées sur la communication, l'éducation, la sensibilisation et la participation du public à la prise de décision sur les OGM ; en 2013, 20 personnes ont été formées sur le thème : évaluation, identification, analyse, et gestion des risques, procédures de décision. Les renforcements de compétences vont se poursuivre en 2015.

R5 : les réunions d'information et de sensibilisation ont porté sur l'organisation de 04 sessions par an, soit 24 sessions au total. Le groupe cible en 2008 était composé des élus (Assemblée Nationale, HCCT), en 2009, les services Techniques des Ministères en charge de l'Environnement et de l'Assainissement, de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, en 2010, les Organisations de la Société Civile, en 2011 les Organisations Paysannes, en 2012, les ONG et en 2013, des chercheurs (IER, ICRISAT, Universités).

R6 : Le point focal produit chaque année un rapport annuel d'activités à l'UEMOA et un rapport trimestriel au CNS PER. Les activités vont se poursuivre en 2015.

R7 : les deux ateliers sur les négociations de droit de propriété intellectuelle (DPI) associés aux cultures transgéniques programmés pour 2012 et 2013 ont été réalisés (soit 100%) au niveau régional. Au total 05 participants du Mali ont bénéficié de cette formation. Les activités vont se poursuivre en 2015.

## 6.2. LIVRABLES DISPONIBLES

**Tableau n° 23 : Livrables disponibles du projet Elaboration du cadre national de biosécurité au Mali (PRB-UEMOA)**

<i>Composante (principales activités)</i>	<i>Livrables (description et date de livraison)</i>	<i>Résultats (bénéfices, effets, changements observables au terme du projet)</i>
C1 : Adaptation et dissémination des méthodologies régionales d'évaluation et de gestion des risques.	L1 : Le manuel de procédures.	R1 : Le manuel disponible est en diffusion dans les différents pays de l'espace UEMOA depuis le novembre 2014
C2 : Élaboration et mise en œuvre d'un cadre institutionnel juridique communautaire de biosécurité.	L2 : Le draft du document du cadre Juridique communautaire est disponible depuis nov 2014.	R2 : Le cadre communautaire disponible. L'adoption est programmée pour 2015.
C3 : Mise en œuvre de la réglementation régionale de biosécurité et renforcement des capacités en droit propriété intellectuelle.	L 3.1 : l'adoption de l'avant projet de règlement sur les préventions des risques biotechnologiques est prévue du 27 au 29 juillet 2015 à Abidjan (RCI).  L3.2 : 01 laboratoire de biosécurité bien équipé au Mali.	R3.1 : l'avant projet de règlement sur les préventions des risques biotechnologiques prévue du 27 au 29 juillet 2015 à Abidjan (RCI) est adopté.  R 3.2 : La mise en réseau du Laboratoire de biosécurité prévue 2014, a été programmée pour 2015.

**Difficultés** : Concernant les consommables du Laboratoire sur l'étude de l'état des lieux sur la présence des OGM dans le domaine agricole, les contacts ont été prises avec MONSANTO pour avoir les informations sur les produits nécessaires dans la détermination des gènes ayant subis des modifications et procéder à la commande de ces produits chimiques pour d'éventuelles analyses ;

- Il faut envoyer les factures proformats de l'ensemble des activités en même temps afin d'avoir l'avis de non objection de la Coordination du PRB-UEMOA, ce qui rend la tâche difficile au Comptable et au Coordinateur dans l'exécution des toutes les activités programmées.

## PROJET D'INTERCONNEXION DES RESEAUX ELECTRIQUES DE LA COTE D'IVOIRE ET DU MALI

Résultats	Indicateurs	Valeur de référence	Cibles				
			An1	An2	An3	An4	An5
R1 : Les villes de Sikasso et de Koutiala sont connectées au réseau national	Puissance fournie par le réseau interconnecté	0	5	7	10	12	15
	Nombre de groupes transférés ou à l'arrêt indisponible	0	3	0	0		
	Énergie annuelle fournie par la côte d'Ivoire						
R2 : l'approvisionnement en électricité du Mali est renforcé	Puissance importée de la Côte d'Ivoire	0	7	30	45	0	0
	Énergie électrique annuelle minimale importée de la Côte d'Ivoire	0	60,48	394,2	416,7		
R3 le plan de gestion environnementale est mis en œuvre pour la reconstitution la nature	Nombre d'arbres plantés						
	Pourcentage des personnes indemnisées						

## ANNEXE2 : LISTE DE PRESENCE

N°	PRENOMS ET NOMS	STRUCTURE	N° téléphone	E-MAIL
1	Sidiki TRAORE	DNPD	76 27 11 81	<a href="mailto:sdkra@yahoo.fr">sdkra@yahoo.fr</a>
2	Chérif Hamidou BA	DNPD/MEF	76-05-14-52	ba_cherifhamidou@yahoo.fr
3	Daouda CAMARA	DGDP	68 88 45 45	camaradaouda@hotmail.com
4	Métağa TRAORE	DNH	76 41 30 44	<a href="mailto:matagatraore@yahoo.fr">matagatraore@yahoo.fr</a>
5	Mme SYLLA Oumou DIALLO	DNR	66 73 43 73	<a href="mailto:oundial21@gmail.com">oundial21@gmail.com</a>
6	Bréhima KEITA	DNE	76 45 46 81	babri.keita@yahoo.fr
7	Ibrahima KONE	DNPD/DPPS	76 30 82 79	<a href="mailto:koibrahima@yahoo.fr">koibrahima@yahoo.fr</a>
8	Amadou DIARRA	DNPD/DPPS	75 45 19 15	diarraamadou2002@yahoo.fr
9	MAIGA Massitan TRAORE	DNPD/DPPS	66 69 61 67	massitan_t@yahoo.fr
10	Bakui KONE	ON	76-39-49-73	bakui2000@yahoo.fr
11	Mamadou SIDIBE	CPS/ME	76 46 41 25	mamadousidibe92@hotmail.com
12	Yaya SANOGO	AGETIER	76 15 91 39	bliasionagetiermali@yahoo.fr
13	Issa SISSOKO	CPS/SEEUDE	66 76 17 35	vieux.sissoko@yahoo.fr
14	Guimba SISSOKO	CPS/ETC	7607 27 06	paulguimba@yahoo.fr
15	Mouhamadou TRAORE	AEDD	76 45 08 93	traoremouha2@yahoo.fr
16	Adama BERTHE	CPS/SDR	66 72 67 75	adamazberthe@yahoo.fr
17	Diakaria KONE	DNPD/DEPSI	76 05 12 28	<a href="mailto:diakone@yahoo.fr">diakone@yahoo.fr</a>
18	Sidiki BOIRE	DPPS/DNPD	79 36 63 68	boiresidiki@yahoo.fr
19	Samiratu A ISSAKA	DNPD/DPPS	93 59 57 71	<a href="mailto:samiraabdoulayeissaka@ymail.com">samiraabdoulayeissaka@ymail.com</a>
20	Youssef KONE	DNPD/DPPS	73 03 88 01	<a href="mailto:Koneyoussouf55@yahoo.fr">Koneyoussouf55@yahoo.fr</a>
21	Yacouba SANGARE	DPPS/DNPD	76 33 57 28	<a href="mailto:sangaremail@yahoo.fr">sangaremail@yahoo.fr</a>
22	Youssef KONE	DPPS/DNPD	73 03 88 01	Koneyoussouf55@yahoo.fr
23	Mme MAIGA Fatoumata MAIGA	DPPS/DNPD	75 30 11 61	fatoumatamoyadjimaiga@yahoo.fr